

Côte d'Ivoire

Contribution du projet EU4SUN pour la bonne gouvernance et la coordination des actions en matière de nutrition

Face à l'évolution rapide des modes de consommation et à la montée du surpoids, de l'obésité et des maladies liées à l'alimentation, la Côte d'Ivoire doit désormais agir simultanément sur les comportements, l'environnement alimentaire et les politiques publiques.

La nutrition en Côte d'Ivoire : un enjeu de santé publique qui appelle une mobilisation de tous les acteurs

D'une malnutrition encore marquée par la sous-nutrition à une nouvelle transition alimentaire

La Côte d'Ivoire fait aujourd'hui face à une triple charge de la malnutrition : la persistance de la dénutrition et des carences en micronutriments coexiste désormais avec une progression du surpoids et de l'obésité. Cette évolution s'accompagne d'une augmentation des maladies non transmissibles (MNT), dans un contexte de transformation des modes de vie et des habitudes alimentaires, notamment en milieu urbain. Les consommations de produits ultra-transformés, riches en sucres, en sel et en graisses occupent une place croissante dans l'environnement alimentaire. Les données disponibles illustrent la complexité de cette situation.

Une gouvernance forte et un ancrage au plus haut niveau

Pour faire face à ces problématiques, la Côte d'Ivoire a mis en place une approche multisectorielle avec une gouvernance nutritionnelle forte assurée par le CONANUT, directement rattachée à la Vice-présidence. Cet engagement de l'État a été salué lors du Sommet N4G 2025 (Nutrition for Growth), que la Côte d'Ivoire a co-présidé avec la France, et à l'occasion duquel le pays a pris 7 nouveaux engagements internationaux.

Agir sur l'environnement alimentaire, mais aussi sur les comportements

La réponse à ces enjeux est multiple et nécessite d'agir simultanément sur l'environnement alimentaire, les politiques publiques, l'offre alimentaire, l'information des consommateurs et les comportements. L'étude sur la fiscalité nutritionnelle illustre cette approche : une taxation des produits malsains peut contribuer à réduire leur consommation et à encourager leur reformulation, tout en générant des recettes susceptibles de soutenir les politiques de santé et de nutrition. Mais les politiques publiques ne peuvent produire pleinement leurs effets sans une population informée et capable de faire des choix favorables à sa santé.

Les jeunes : de bénéficiaires à acteurs du changement

Dans ce contexte, la jeunesse constitue un levier stratégique de transformation. Elle est à la fois directement concernée par l'évolution des pratiques alimentaires et particulièrement bien placée pour porter de nouveaux messages et contribuer à faire évoluer les normes sociales et les comportements. C'est précisément le positionnement choisi par le ROJNAD-CI, créé en 2022 et regroupant alors plus de 5 000 jeunes, avec l'ambition de contribuer à l'amélioration de l'état nutritionnel de la population, notamment des adolescents et des jeunes. L'enjeu est donc de passer d'une approche où les jeunes sont simplement destinataires de messages de sensibilisation à une approche où ils deviennent ambassadeurs, relais, communicants et acteurs du plaidoyer nutritionnel.

Les chiffres de la malnutrition en Côte d'Ivoire

Selon l'EDS 2021, 66 % des femmes de 15 à 49 ans sont touchées par l'anémie. En 2025, l'enquête SMART nationale révélait que seul 21,2% des jeunes enfants bénéficient d'un régime alimentaire suffisamment diversifié et 21,4% des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique. Cependant cette même enquête a mis en lumière qu'un tiers des enfants consomment des boissons sucrées régulièrement avant l'âge de 2 ans et que presque 40% d'entre eux consomment des aliments malsains, trop gras, trop sucrés ou ultra-transformés.

Ce qui a été fait et comment

Elaborer un lien entre connaissance, plaidoyer et action :

- ✓ produire des évidences pour éclairer la décision,
- ✓ renforcer les capacités des acteurs
- ✓ donner aux jeunes les moyens de devenir eux-mêmes des agents du changement.

Deux niveaux d'intervention complémentaires

1. **Politiques publiques**, en produisant des données et analyses permettant d'éclairer les décisions ;
2. **Acteurs et communautés**, en renforçant les capacités des jeunes à porter des messages, influencer les décideurs et sensibiliser leurs pairs.

Actions déployées

Engagements N4G

Accompagnement du processus inclusif piloté par le Comité national de coordination multisectorielle de nutrition (CONANUT) : évaluation des progrès depuis N4G-2021, consultations avec la société civile et les ministères sectoriels, validation technique puis politique. Accompagnement de la Côte d'Ivoire à la préparation du sommet.



Etude préliminaire pour la mise en place de la taxation des aliments malsains

Analyse des niveaux de consommation des aliments riches en sucre, sel et matières grasses, de leurs impacts potentiels sur la santé et des bénéfices attendus d'une taxation.



Développement de la stratégie de plaidoyer du réseau des jeunes

Appui à la construction d'une stratégie de plaidoyer du ROJNAD, incluant un plan d'action et un dispositif de suivi, à travers des ateliers de réflexion et de formation.



Formation des ambassadeurs de la nutrition et campagne de communication

Appui à la conception des contenus de formation et au déploiement d'une campagne de sensibilisation dans cinq grandes villes de Côte d'Ivoire, avec la formation d'ambassadeurs et la mise à disposition d'outils de communication adaptés aux jeunes.

Partenaires - clef

CONANUT: Le Conseil National pour l'alimentation et la Nutrition

- ROJNAD : Réseau des jeunes pour la nutrition et le développement durable

- UNICEF – Cote d'Ivoire



Les engagements N4G 2025 de la Côte d'Ivoire

1. D'ici 2030, augmenter la prévalence de l'allaitement maternel exclusif de 50%.
2. D'ici 2030 réduire la prévalence de l'anémie chez les femmes en âge de procréer de 61% à 40%
3. D'ici 2030, réduire la prévalence du retard de croissance à 18% au travers de synergies d'interventions multisectorielles.
4. D'ici 2028 mettre en place un mécanisme de financement innovant telle que la taxation des aliments malsains
5. Maintenir le niveau de financement domestique de la nutrition en Côte d'Ivoire. L'Etat ivoirien s'est engagé à contribuer au financement du plan multisectoriel à hauteur de 15 % de son coût total.
6. Augmenter le nombre d'enfants de moins de 2 ans qui reçoivent une alimentation diversifiée pour atteindre 30% contre 21% en 2025.
7. Assurer l'intégration des poudres de micronutriments dans le paquet minimum de soins prénatals d'ici 2026

Les engagements N4G peuvent être suivis sur le site du GNR

APPUI À LA MISE EN PLACE D'UNE POLITIQUE DE TAXATION DES ALIMENTS MALSAINS EN COTE D'IVOIRE

Éclairer les choix publics pour
faire de la fiscalité un levier de
santé et de nutrition



La fiscalité comme instrument de santé publique

La Côte d'Ivoire fait face à une triple charge de la malnutrition : la sous-nutrition et les carences persistent, tandis que le surpoids, l'obésité et les maladies non transmissibles progressent avec la transformation des habitudes alimentaires. Dans ce contexte, agir sur l'environnement alimentaire devient un enjeu majeur de santé publique. En effet, aujourd'hui, les maladies non transmissibles (MNT) sont responsables de 70 % des décès dans le monde et pèsent lourdement sur les systèmes de santé, érodent la productivité économique et creusent les inégalités sociales. La question n'est donc plus de savoir si les États doivent agir sur les environnements alimentaires, mais avec quels instruments et selon quelle stratégie.

La fiscalité peut constituer l'un des leviers de cette transformation, en encourageant une consommation plus saine, en incitant les producteurs à faire évoluer leurs produits et en générant des ressources susceptibles de soutenir les politiques de santé et de nutrition. C'est un levier reconnu, éprouvé et recommandé par l'OMS. Plus de 100 pays ont déjà instauré une taxe sur les boissons sucrées, avec des résultats probants sur la réduction de la consommation. Adossée à des politiques réglementaires, à des dispositifs d'étiquetage et à des campagnes de sensibilisation, la fiscalité nutritionnelle constitue un outil stratégique de premier plan pour transformer durablement les environnements alimentaires et protéger la santé des populations.

C'est dans cette perspective que s'inscrit l'étude menée en Côte d'Ivoire, à la demande de l'Etat Ivoirien afin de développer les évidences nécessaires à la mise en place d'une fiscalité en faveur d'une alimentation saine.

Objectif de la mission

Produire les éléments d'analyse nécessaires pour éclairer la décision publique, en évaluant les bénéfices potentiels pour la santé, les impacts économiques et sociaux et les recettes fiscales associés à une fiscalité en faveur d'une alimentation saine.

Focus sur le CONANUT



Le Conseil National pour l'alimentation et la Nutrition (CONANUT) est la plateforme multisectorielle de coordination des actions en matière de nutrition. Ce dispositif institutionnel est placé sous l'autorité du Vice-président de la république. Il constitue un cadre de gouvernance solide et opérationnel.

Chiffres-clés

MARCHÉ IVOIRIEN

80% des boissons
sucrées contiennent du sucre ajouté

REVENUS POTENTIELS GÉNÉRÉS

15 – 60 milliards de
CFA de revenus supplémentaires

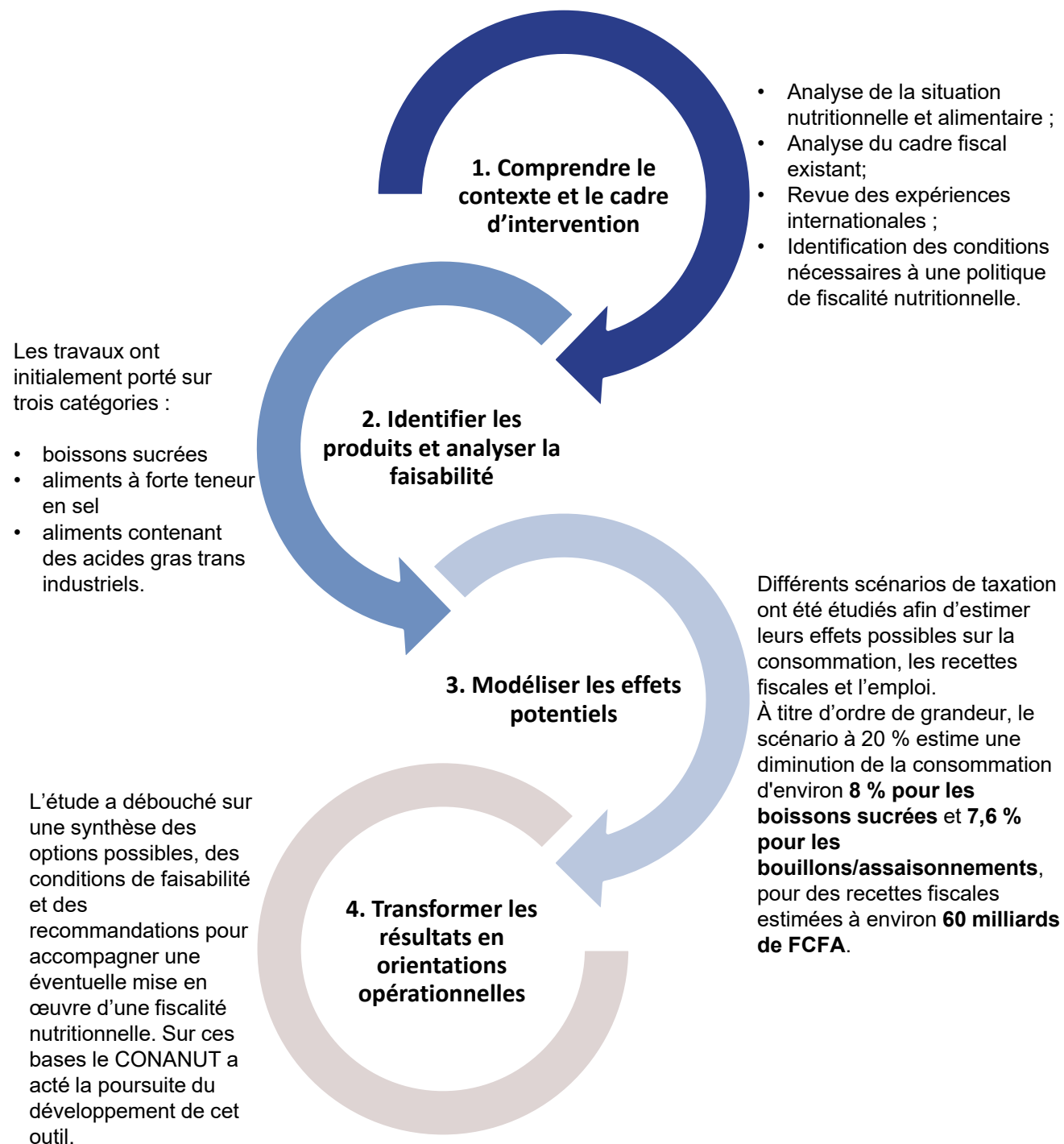
CONSOMMATION

60% des adultes consomment
quotidiennement des boissons sucrées

ALIMENTATION DES ENFANTS

39% des enfants de moins de 2 ans
consomment régulièrement des aliments malsains

Une démarche en quatre étapes



Des résultats tangibles

L'étude a permis de passer d'un questionnaire général sur la fiscalité nutritionnelle à une analyse structurée des options envisageables. Elle a notamment produit :

- ✓ une analyse du contexte et de la faisabilité d'une fiscalité nutritionnelle
- ✓ un inventaire des produits susceptibles d'être ciblés
- ✓ plusieurs scénarios de taxation
- ✓ une estimation des impacts potentiels sur la consommation, la santé et l'économie
- ✓ des recommandations sur les modalités de mise en œuvre
- ✓ une feuille de route précisant les conditions à réunir pour avancer



Le changement recherché :

Donner aux décideurs ivoiriens des données, des scénarios et des éléments de comparaison pour éclairer les choix de politique publique, plutôt que de rester dans un débat général sur la nécessité d'agir sur l'environnement alimentaire.

Principaux résultats

Après une première phase de collecte de données nationales et d'analyse des pratiques au niveau régional, une étude comparative a été développée pour évaluer les impacts possibles de la mise en œuvre d'une politique de taxation des aliments malsains. L'étude a consisté à analyser plusieurs scénarios de taxation pour des niveaux de taxe allant de 5 à 20% et différentes catégories de produits dont les boissons sucrées et les aides culinaires.

Les résultats montrent une relation croissante entre le niveau de taxation et la baisse estimée de la consommation.

Le scénario de taxation des produits à 20 % produit ainsi les effets les plus importants pour les deux catégories de produits. Les réductions estimées restent toutefois plus faibles que celles observées dans plusieurs expériences internationales, en raison notamment des hypothèses prudentes retenues par la modélisation sur la sensibilité des consommateurs ivoiriens aux variations de prix.

Pour les boissons sucrées, la réduction de consommation pourrait contribuer progressivement à une diminution du surpoids, de l'obésité et des maladies liées à une consommation excessive de sucre. Des données supplémentaires seront nécessaires pour quantifier plus précisément les impacts sanitaires.

Pour les bouillons cubes et assaisonnements, une réduction de consommation significative est également attendue.

Sur le plan économique, les scénarios pourraient générer entre 15 et 60 milliards FCFA de recettes fiscales annuelles, selon le niveau de taxation, soit un ordre de grandeur correspondant à environ 2 à 7 % du budget national de la santé.

À plus long terme, la réduction des MNT pourrait également générer des économies sur les coûts de santé, qui n'ont toutefois pas été quantifiées dans cette phase de l'étude. Les options de d'utilisation de ces recettes ont été discutées lors d'une réunion du CONANUT.

Enfin, l'impact estimé sur l'emploi reste très limité à l'échelle nationale, avec une variation comprise entre 0,02 % et 0,08 % de la population active selon les scénarios, soit environ 2 500 à 10 000 emplois. Ces ordres de grandeur sont cohérents avec les expériences internationales, qui montrent généralement un effet global négligeable ou nul sur l'emploi.



Boutique vente de sodas – Abidjan, Côte d'Ivoire

ACCOMPAGNER LES JEUNES DANS LEUR ENGAGEMENT POUR LA NUTRITION

De la formation à l'action :
renforcer les capacités des
jeunes et leur rôle de relais
pour la nutrition



Du renforcement des capacités à la mise en mouvement des jeunes : une démarche d'appui progressive et cohérente

Pour que les jeunes deviennent des acteurs du changement en nutrition, il ne suffit pas de leur transmettre des connaissances : il faut leur donner les moyens de comprendre, de porter un plaidoyer, de construire des messages et, surtout, d'agir.

Avec 75,6 % de sa population âgée de moins de 35 ans, la Côte d'Ivoire compte parmi les pays les plus jeunes au monde — un atout démographique considérable, mais aussi un défi majeur en matière de nutrition. Cette jeunesse, qui représente à la fois les futurs parents, les relais communautaires et les consommateurs de demain, est en première ligne face à une transition alimentaire rapide : urbanisation croissante, évolution des modes de vie, multiplication de l'offre transformée et ultra-transformée, et recul progressif de certaines pratiques alimentaires traditionnelles. Cette mutation expose le pays à un double fardeau nutritionnel, où la malnutrition chronique persiste tout en coexistant avec une hausse du surpoids et des maladies liées à l'alimentation.

Dans ce contexte, la sensibilisation ne suffit plus : c'est l'appropriation des messages nutritionnels par les jeunes eux-mêmes qui devient déterminante. Un jeune convaincu et outillé ne se contente pas de relayer une information descendante — il la traduit dans son propre langage, la fait vivre au sein de sa communauté, de sa famille et de ses pairs, et contribue ainsi à un changement de comportement durable, bien plus efficace qu'une communication institutionnelle classique.

C'est tout l'enjeu du ROJNAD, qui fédère aujourd'hui près de 5 000 jeunes. Mais pour que cette dynamique porte pleinement ses fruits, il faut que ces initiatives, souvent dispersées et portées par des énergies locales, soient structurées en réseau cohérent : avec une gouvernance claire, une coordination, des messages harmonisés et des canaux de diffusion adaptés aux usages des jeunes. C'est cette structuration qui permettra de transformer une mobilisation ponctuelle en un mouvement pérenne, capable de peser durablement sur les pratiques alimentaires du pays.

Focus sur le ROJNAD



Le Réseau des Organisations de Jeunesse pour la Nutrition, Alimentation et le Développement Durable en Côte d'Ivoire (ROJNAD-CI) est une organisation apolitique composée de 39 associations de jeunesse à l'intérieur duquel interagissent plus de 5000 jeunes engagés autour de la lutte contre la faim et la malnutrition. Le ROJNAD-CI a été créé à l'occasion d'une Assemblée générale constitutive et électorale en Avril 2022.

Chiffres - clefs

Missions déployées

4 assistances

Campagne de communication

175 Ambassadeurs
de la nutrition
formés

Campagne de formation des
ambassadeurs

+ 5000

bénéficiaires sensibilisés

Formation de formateurs

5 formateurs formés

Elaboration des messages

10 recommandations
nutritionnelles clef définies

Documents stratégiques

1 Plan de plaidoyer et
communication

Un parcours d'appui en trois temps

Construire et se positionner

Co-construction du plan de plaidoyer et communication

Analyser les problématiques et les enjeux prioritaires
Définir les objectifs et les changements recherchés
Identifier les cibles, décideurs et alliés à mobiliser
Construire les activités et messages adaptés à chaque cible
Définir le dispositif de suivi et les besoins de financement

Comprendre et renforcer

Développement des connaissances et des capacités des jeunes

Formation des membres du ROJNAD sur les cadres institutionnels de la nutrition, l'approche multisectorielle et les techniques de plaidoyer

Formation de formateurs et mise à disposition d'un manuel de formation

Formation des ambassadeurs aux enjeux de la nutrition et aux messages clés de sensibilisation

Transformer et agir

Accompagnement de la campagne « Jeunes, mangeons mieux, vivons mieux »

Analyse des enjeux spécifiques aux jeunes
Définition des publics cibles et relais à mobiliser
Élaboration des messages prioritaires
Conception des outils pédagogiques et digitaux

Principaux résultats

L'appui apporté au ROJNAD s'est inscrit dans une démarche progressive visant à faire des jeunes des acteurs à part entière de la nutrition

Les jeunes du réseau sont désormais capables de mieux comprendre les enjeux, de porter leurs propres messages et de contribuer aux actions de plaidoyer et de sensibilisation.

Cette dynamique a progressivement conduit à une meilleure structuration de l'action collective et à la mise à disposition d'outils pour passer de la mobilisation à l'action.



Campagne de sensibilisation – Korogho, Côte d'Ivoire

1. Structurer une ambition collective et une stratégie

L'élaboration d'un **plan de plaidoyer et de communication budgétisé** constitue un résultat important : le ROJNAD ne dispose plus seulement de compétences individuelles, mais d'une vision collective et d'un cadre pour organiser son action.

Plusieurs objectifs opérationnels ont ainsi été identifiés, notamment :

- ✓ le renforcement de la reconnaissance institutionnelle du réseau
- ✓ l'implication de référents dans les espaces de coordination de la nutrition
- ✓ la mobilisation du secteur privé et
- ✓ la diffusion de messages nutritionnels auprès des leaders communautaires et religieux.

2. Renforcer les compétences pour mieux comprendre et porter les enjeux de nutrition

Une deuxième étape a consisté à renforcer les connaissances et les capacités des membres du ROJNAD.

30 jeunes du réseau formés aux enjeux de nutrition

20 membres du réseau ont participé à la formation sur le plaidoyer et la communication

5 formateurs du réseau de jeunes formés **175** Ambassadeurs dans les différentes villes de Côte d'Ivoire.



Campagne de sensibilisation des jeunes aux bonnes pratiques d'alimentation – Côte d'Ivoire

3. Transformer la stratégie en outils et en actions concrètes.

L'enjeu était de traduire les orientations définies précédemment en messages, supports et outils directement mobilisables par les jeunes.

L'accompagnement a permis de définir et de valider les messages de sensibilisation, puis de construire un dispositif combinant sensibilisation de proximité, supports pédagogiques et communication digitale.

Le ROJNAD dispose désormais d'un ensemble d'outils permettant de passer de l'intention à l'action.

- 1 guide de formation
 - 1 support pédagogique
 - 10 messages clés de sensibilisation
 - 8 visuels pour les réseaux sociaux et de scripts de communication
- constitue ainsi un résultat tangible : le ROJNAD dispose désormais d'un ensemble d'outils permettant de passer de l'intention à l'action.

Support de la campagne de communication des jeunes du ROJNAD-Côte d'Ivoire



Le projet EU4SUN

Financement : Union Européenne



Budget Total: 6,4 M €

Mise en œuvre: FIAP et Expertise France

2023-2026

30 pays d'Afrique – 7 pays d'Amérique Latine et caraïbes

<https://www.expertisefrance.fr/fr/projets/eu4sun>

Le projet EU4SUN vise à intensifier et améliorer les interventions en matière de nutrition dans les pays membre du mouvement SUN à travers un dialogue multipartite et la coopération intra- et inter-régionale sur les questions de malnutrition.

Il adopte une double échelle d'intervention : en priorisant le leadership des pays membres et leurs priorités nationales pour initier des changements systémiques, tout en menant des initiatives régionales qui encouragent la coopération et le partage d'expériences entre pays.

Grâce à une approche agile et flexible, le projet ajuste et définit ses actions au fil du temps afin de répondre aux besoins spécifiques des pays partenaires et du Mouvement SUN, tout en s'adaptant aux évolutions.

Ce modèle inclusif mobilise l'ensemble des parties prenantes – gouvernements, société civile, jeunes, partenaires internationaux et secteur privé – pour élaborer des solutions durables et adaptées aux défis de la nutrition.